

**Des voix:** Bravo!

**M. Oberle:** Madame le Président, ce qui nous irrite le plus, c'est justement que le gouvernement actuel ait rejeté toutes les initiatives et les idées que nous lui avons proposées et qu'il ait refusé de suivre l'exemple d'autres pays.

**Des voix:** Bravo!

#### LA POSITION DU GOUVERNEMENT

**M. F. Oberle (Prince George-Peace River):** Madame le Président, en comparaison avec tous les autres pays . . .

**Une voix:** Nommez-en donc un!

**M. Oberle:** . . . c'est au Canada que le taux de chômage chez les jeunes est le plus élevé. Quelque 600,000 jeunes vont quitter l'école et l'université et déferler comme une vague sur le marché du travail au cours des prochaines semaines. Seulement quelques-uns seront en mesure de faire de leur premier travail une expérience enrichissante.

Pourquoi le gouvernement se montre-t-il aussi entêté? Pourquoi n'a-t-il pas accepté certaines des idées nouvelles que nous lui avons présentées pour encourager les petites entreprises à créer des emplois pour les jeunes et à traverser la crise économique dont le gouvernement est l'auteur?

**L'hon. Lloyd Axworthy (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** C'est notamment parce que les idées de nos honorables vis-à-vis sont le plus souvent contradictoires, madame le Président. C'est ainsi qu'un jour ils reprochent au gouvernement d'avoir trop de dettes, de dépenser inconsidérément, qu'ils lui conseillent de mettre un terme à de nombreux programmes et de cesser de dépenser, puis le lendemain ils l'imploront d'élaborer de nouveaux programmes et dépenser davantage.

Si jamais l'opposition officielle arrivait à se décider une fois pour toutes, nous accepterions alors plus volontiers d'examiner les idées qu'elle propose. Mais tant que 12, 13 ou 14 députés revendiqueront le rôle de porte-parole officiel, nous n'écouterons que d'une oreille distraite.

● (1125)

Je profite de l'occasion pour rappeler à nos honorables vis-à-vis que pour ce qui est de collaborer avec le secteur privé, nous avons déjà reçu des demandes dans le cadre du programme RELAIS et que nous avons déjà mis en œuvre 20 p. 100 environ des projets de concert avec le secteur privé. En voici un exemple. Le député de Saint-Jean-Est n'est pas là, mais nous venons tout juste de signer une entente avec une entreprise de sa circonscription. Celle-ci va investir 4 millions de dollars et nous un demi-million de dollars. De concert avec le secteur privé, nous allons redonner du travail à 120 chômeurs. Voilà le genre d'initiatives que nous prenons et nous ne nous contentons pas de faire beaucoup de bruit comme les gens à ma gauche.

#### Questions orales

#### LES FINANCES

##### LA DATE DE LA PRÉSENTATION DU BUDGET

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Madame le Président, je ne demanderai pas au ministre de répéter sa réponse.

**M. Nielsen:** Il le fera de toute façon.

**M. Broadbent:** Je voudrais poser une question au ministre des Finances. Les journaux d'aujourd'hui nous ont appris deux nouvelles alarmantes. D'une part, l'économiste en chef du Conference Board a dit que le taux de chômage réel est de 18 à 20 p. 100 au Canada; il y a par conséquent environ 700,000 chômeurs de plus que d'après les statistiques du gouvernement. L'autre nouvelle vient de Statistique Canada. Le fonctionnaire qui a commenté ces chiffres a dit que la reprise qui doit avoir lieu en 1983 sera la plus faible depuis la Seconde Guerre mondiale. Ces deux nouvelles signifient qu'en 1983, à moins que le gouvernement n'intervienne rapidement pour stimuler l'économie, la situation sera aussi lamentable que l'année dernière.

Le ministre peut-il nous dire à quelle date il présentera le budget et peut-il promettre que celui-ci renfermera des mesures importantes visant à favoriser la création d'emplois?

**L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances):** Madame le Président, j'espère pouvoir annoncer la date de l'exposé budgétaire à la Chambre avant l'ajournement de Pâques. Pour répondre à la deuxième question du député, je dirai que nous préparons un budget qui, je l'espère, stimulera l'économie, favorisera la création d'emplois et accélérera la reprise. A propos de l'introduction de la question du député, je lui signale qu'il y a bien des économistes qui ont bien des opinions.

**M. Broadbent:** Il y a bien des économistes qui ont bien des opinions, mais presque tous les rapports publiés par le secteur privé et du secteur public depuis deux semaines sont unanimes: plus de deux millions de Canadiens resteront sans emploi en 1983 à moins que le gouvernement ne se décide à agir. Voilà le point sur lequel ils sont d'accord.

\* \* \*

#### L'ÉNERGIE

##### ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT D'ABAISSE LES PRIX DU PÉTROLE

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Madame le Président, j'aurais une question supplémentaire à poser au ministre au sujet des mesures que le gouvernement pourrait prendre pour stimuler l'économie, notamment en matière de prix de l'énergie. Son collègue, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a dit que nous allions devoir attendre jusqu'en juillet pour voir appliquer les dispositions de l'accord sur le prix du pétrole, ce qui signifie que les consommateurs canadiens vont devoir payer une dizaine de cents de trop par gallon, au moins jusque là. Si les dispositions de l'accord étaient appliquées, et à raison de 10c. par gallon, nous pourrions créer 33,000 emplois supplémentaires. Le ministre pourrait-il nous dire pourquoi nous devons attendre jusqu'en juillet? Pourquoi le gouvernement remet-il cette mesure? Pourquoi n'abaisse-t-il pas les prix de l'énergie tout de suite?